

Arrêté n° 78-2023-08-22-00001

Portant création de la commission d'élaboration du Plan de sauvegarde de la copropriété

" 92 logements" au Val Fourré à Mantes-la-Jolie

Le préfet des Yvelines

Commandeur de l'ordre national du Mérite

Officier de la Légion d'Honneur

VU le Code de la construction et de l'habitation ;

VU la loi n°96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville ;

VU la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains ;

VU la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et à un urbanisme renoué ;

VU le décret n°97-122 du 11 février 1997 relatif aux modalités d'application du plan de sauvegarde d'ensemble d'habitat privé institué par l'article 32 de la loi ;

VU le décret n°2020-8 du 6 janvier 2020 déclarant d'intérêt national l'opération de requalification de copropriétés dégradées du quartier du "Val Fourré" à Mantes-la-Jolie ;

Considérant le compte rendu du comité de pilotage de l'OPAH-CD du 29 novembre 2017 ;

Considérant l'état de dégradation et les dysfonctionnements techniques, sociaux et financiers de la copropriété "92 logements" située au Val-Fourré à Mantes-la-Jolie ;

Sur proposition du Sous-Préfet de l'arrondissement de Mantes-la-Jolie ;

ARRÊTE

Article 1 : Il est créé une commission chargée d'élaborer un plan de sauvegarde sur la copropriété dite « 92 logements » située au 1 à 3 boulevard Sully, 1 à 9 allée Adolphe Pegoud, 15 à 19 rue C. Ader, quartier du Val Fourré à Mantes-la-Jolie.

Article 2 : Elle est composée des personnalités suivantes :

- Monsieur le Préfet ou son représentant ;
- Monsieur le Procureur de la République ou son représentant ;
- Monsieur le Président du Conseil régional ou son représentant ;
- Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant ;

- Madame la Présidente de la Communauté Urbaine Grand Paris Seine et Oise ou son représentant ;
- Monsieur le Maire de Mantes-la-Jolie ou son représentant ;
- Monsieur le Directeur de l'Établissement Public Foncier Île-de-France ;
- Monsieur le Président du conseil syndical ou son représentant ;
- Monsieur le Directeur du syndic de copropriété ou son représentant

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture des Yvelines est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au délégataire et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Yvelines.

Versailles, le **22 AOUT 2023**

Le préfet des Yvelines

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire général



VICTOR DEVOUGE